

Consultant Individuel en Gouvernance

Location :	Lomé, TOGO
Application Deadline :	7-janvier-2015
Type of Contract :	Contrat Individuel
Languages Required :	French
Duration of Initial Contract :	6 mois
Date du début de la mission	Début janvier 2015

I) Contexte et justification

Le Togo a connu une longue période d'instabilité liée, en partie, au processus de dévolution et d'exercice du pouvoir. Il en résulte une crise politique latente, entretenue par la pauvreté, les inégalités sociales, les clivages internes, la faiblesse des institutions et de la citoyenneté. Les leçons tirées des violences ayant accompagné les élections présidentielles de 2005, ainsi que des événements survenus dans d'autres pays de la région, montrent une grande fragilité des institutions et un potentiel de conflits réel. Le dialogue entre les acteurs nationaux a permis la conclusion de plusieurs compromis éphémères, avant la signature de l'Accord politique global (APG), en août 2006. En application de cet accord, des mesures d'apaisement ont été prises et des réformes engagées, ayant permis la tenue d'élections législatives (octobre 2007), jugées libres et transparentes. En outre, un Cadre permanent de dialogue et de concertation a été créé (2009), ainsi qu'une Commission Vérité, justice et réconciliation (CVJR), chargée de faire la lumière sur les violations des droits de l'homme et de promouvoir la réconciliation nationale. A la fin du mandat de la CVJR sanctionné par la remise de quatre volumes de rapports de ses travaux, la charge de la mise en œuvre des recommandations a été confiée au Ministère des Droits de l'Homme. Un Haut-commissariat au Renforcement de l'Unité et de la Réconciliation Nationale (HCRUUN) a été également créé à cet effet. Ces actions traduisent la volonté du Gouvernement et des autres parties prenantes de créer les conditions d'une gouvernance fondée sur le dialogue et la concertation. Le Togo s'apprête à organiser l'élection présidentielle de 2015 dans un contexte politique marqué par l'après CVJR, l'adoption du Livre blanc du Gouvernement sur les recommandations de la CVJR, le renouvellement de la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) et la nouvelle cartographie parlementaire (majorité absolue pour le groupe parlementaire UNIR). Le Livre blanc du Gouvernement sur les recommandations de la CVJR adopté le 3 avril 2014 devrait insuffler une nouvelle dynamique à la mise en œuvre de ces recommandations. L'assistance du PNUD en matière de 'Gouvernance démocratique', composante 1 du Plan d'Action du Programme Pays 2014-2018, s'inscrit dans le cadre de la réponse du Système des Nations unies aux priorités nationales en la matière. Il se propose de créer un environnement favorable à la réconciliation nationale, de contribuer à la prévention des crises et d'appuyer la consolidation de la culture démocratique. La stratégie du portefeuille gouvernance du PNUD est articulée autour de quatre priorités : - la consolidation de la paix et la promotion des droits de l'homme, le renforcement des capacités de dialogue et le développement d'une stratégie

nationale de prévention des crises ; - l'appui à la réconciliation nationale, à travers le processus de justice transitionnelle ; - l'appui au processus électoral ; - le renforcement des institutions démocratiques (parlement). Le projet de consolidation de la paix et de promotion des droits de l'homme constitue le volet 2 de la composante et s'inscrit participe des efforts nationaux en matière de renforcement de l'Etat de droit et de résilience aux crises et conflits. Il vise à conforter les résultats acquis en matière de respect et de promotion des droits de l'homme, de promotion de l'équité en genre notamment pour l'accès équitable des femmes aux responsabilités et la gestion des affaires publiques. Il vise aussi à soutenir la mise en place progressive d'une véritable infrastructure pour la paix en permettant de prévenir et de gérer les conflits de manière pacifique et de pérenniser le processus de réconciliation nationale.

Aussi, la République du Togo organisera au cours du premier trimestre de 2015 des élections présidentielles.

Afin de renforcer l'équipe de l'unité gouvernance démocratique et faire face aux enjeux d'efficacité, le PNUD/Togo se propose de recruter un consultant senior spécialiste en gouvernance.

II) Objectifs de la mission

La mission du consultant consiste à assurer un accompagnement technique de haut niveau dans la mise en œuvre des interventions du PNUD en matière de gouvernance démocratique. De façon spécifique, il s'agit de:

- Fournir des services de conseil et appuis techniques nécessaires sur la mise en œuvre des principales activités et interventions retenues ;
- Suivre la qualité des services et prestations commandés et exécutés pour le compte et en vérifier et attester la qualité des livrés des consultants ;
- Contribuer à l'atteinte des objectifs fixés ;
- Effectuer toute autre tâche assignée par le superviseur.

III) Duties and Responsibilities

Sous la supervision directe du Conseiller Paix et Développement, Team Leader de l'unité gouvernance démocratique, le spécialiste en gouvernance travaillera au sein de l'unité Gouvernance démocratique. Il sera chargé des tâches suivantes :

- Contribuer à la formulation du Plan de Travail Annuel (PTA) 2015 et au développement du secteur de la prévention des conflits et la consolidation de la paix pour une infrastructure durable de paix ;

- Poursuivre l'appui à la mise en œuvre opérationnelle des activités du projet d'appui à la consolidation d'une infrastructure durable de paix au Togo et le PTA 2015 ;
- Contribuer au renforcement des capacités des institutions nationales en charge des questions de prévention des conflits, de consolidation de la paix et des droits humains en vue de mettre une infrastructure durable de paix au Togo pour améliorer la gouvernance, la consolidation de l'Etat de droit et la démocratie. Promouvoir l'appropriation nationale ;
- Veiller en renforcement des partenariats avec la partie nationale, les partenaires techniques et financiers, les organisations de la société civile ainsi que tous les acteurs partageant les objectifs du projet ;
- Veiller à ce que les activités du projet contribuent efficacement aux résultats en matière de genre et de promotion des femmes en ligne avec le mandat du PNUD.
- Assurer l'interface avec l'unité des opérations pour la mise en œuvre diligente des activités du projet ;
- Assurer le suivi de la mise en œuvre du volet communication des projets, notamment en ce qui concerne la visibilité et la capitalisation des activités ;
- Contribuer à l'organisation des activités du programme, notamment en matière de formation et de renforcement des capacités;
- Faire des recherches et analyser les expériences pouvant être utiles, dans le cadre de la mise en œuvre des activités ;
- Contribuer à la préparation des rapports ;
- Compte tenu de l'expertise du consultant dans le domaine électoral, apporter un appui technique dans la mise en œuvre du projet d'appui au processus électoral 2015.

Résultats attendus de la mission

L'accompagnement technique de haut niveau attendu du consultant dans la mise en œuvre des activités programmées devra contribuer à délivrer des résultats globalement appréciés par toutes les parties prenantes, conformément au mandat défini dans les présents TDR. Plus spécifiquement :

- Le PTA 2015 est élaboré et mis en œuvre. Au bout de 6 mois, 60 à 70 % des activités programmées en 2015 sont réalisées ;
- Les dix (10) projets des OSC dont les Accords ont été signés en 2014, sont entièrement mis en œuvre et le suivi assuré. Au moins un rapport a été produit par OSC. Les résultats sont capitalisés. Un état d'avancement/niveau d'atteinte des cibles de l'IRRF et des indicateurs est produit ;

- Au moins 60% à 70 de taux d'exécution financière du portefeuille est atteint à la fin des 6 mois d'activités ;
- Les rapports produits par le consultant ont servi à renseigner l'outil de suivi des plans de travail dans les délais et les résultats postés en Atlas ;
- Un rapport de fin de mission rendant compte des activités réalisées et des actions de suivi à poursuivre est produit par le consultant et validé par le superviseur
- Un appui technique est apporté par le consultant dans le cadre du processus électoral 2015 au Togo.

Competencies

Valeurs intrinsèques:

- Démontrer son intégrité en se conformant aux valeurs et aux normes morales de l'ONU;
- S'inscrire dans la vision, la mission, et favoriser la réalisation des objectifs stratégiques du PNUD
- Démontrer sa capacité à exercer dans un environnement multiculturel sans discrimination de genre, de religion, de race, de nationalité et de sensibilité
- Démontrer la rigueur dans le travail, une grande disponibilité, une aptitude à travailler en équipe et un esprit d'initiative élevé.

Professionalisme:

- Aptitude à faire des analyses, à en tirer des conclusions pertinentes et à faire des propositions constructives; capacité à rédiger des rapports de qualité en français.

Leadership:

- Aptitude à travailler au sein d'une équipe pluridisciplinaire de haut niveau et à insuffler une dynamique de changement.

Planification et organisation:

- Faire preuve d'une aptitude à planifier et à organiser son propre travail.

Communication:

- Etre capable d'écrire de façon claire et concise et de bien s'exprimer oralement.

Aptitude technologique:

- Bonne maîtrise de l'outil informatique (Word, Excel, Power point, Outlook)

Travail en groupe:

- Aptitude à interagir, à établir et à maintenir les relations de façon effective aussi bien avec les collègues, le supérieur hiérarchique qu'avec des personnes ayant des cultures

différentes, d'autres partenaires nationaux et internationaux.

Required Skills and Experience

Education

- Titulaire de Diplôme universitaire (Masters, DEA, Doctorat) en science juridiques, sciences politiques (ou tout autre diplôme équivalent dans les mêmes disciplines) avec cinq (5) ans d'expérience en gouvernance ou dans l'absence d'un diplôme universitaire de niveau BAC+5, un diplôme de licence avec une expérience avérée dans le domaine de la gouvernance au niveau internationale d'au moins 10 ans avec le PNUD ou une autre organisation internationale équivalente/similaire.

Expérience

- Expériences confirmées en matière de gouvernance ;
- Bonne connaissance de la situation socio-politique au Togo;
- Capacité éprouvée en transfert de connaissance, esprit de synthèse et facilité à la rédaction;
- Bonne connaissance de l'outil informatique, notamment les logiciels de traitement de données, logiciel statistique et économétrique.

Langue:

- La langue de travail au Togo est le Français. Les candidats devront justifier d'une parfaite maîtrise du Français écrit et parlé.

Lieu et durée de la mission :

La mission est prévue pour une durée de 6 mois à Lomé.

Documents à inclure dans la soumission de la proposition

Les Consultant(e)s intéressé(e)s doivent présenter un dossier de candidature comprenant les éléments suivants:

Une Proposition Technique: (enveloppe/Fichier N°1)

- Note explicative sur la compréhension des Termes de Référence et les raisons de la candidature;
- Brève présentation de l'approche méthodologique (assortie d'un chronogramme) et de l'organisation de la mission envisagée;
- CV incluant : L'expérience acquise dans des projets similaires et au moins 3 références;
- P11 dûment rempli et signé (téléchargeable à l'adresse: http://www.tg.undp.org/content/dam/togo/docs/P11_Personal_history_form.doc)

Une Proposition Financière: Contrats forfaitaires (enveloppe/Fichier N°2)

La proposition financière sera soumise sur la base de l'approche forfaitaire.

La proposition financière prévoit un montant forfaitaire et précise les modalités de paiement sur base de produits/delivrables précis et mesurables (qualitatifs et quantitatifs) même si les paiements seront effectués par tranches ou en une seule fois à l'achèvement total du contrat. Elle doit être libellée en USD / F CFA.

Afin de faciliter la comparaison des offres financières par le service demandeur, le candidat au Contrat Individuel doit fournir une ventilation de ce montant forfaitaire. Le consultant doit indiquer/détailler dans sa proposition financière les coûts du billet d'avion aller-retour (le cas échéant), les honoraires, les frais de séjour et le nombre de jours de travail prévus. Le PNUD n'accepte pas les coûts de voyage qui excèdent ceux du billet en classe économique. Si un consultant désire voyager en classe supérieure, il devra le faire sur ses ressources propres.

En cas de voyages non prévus dans les TDR, le paiement des coûts de voyage (y compris les billets d'avion, l'hébergement, et les dépenses des terminaux) doit être convenu entre le Bureau du PNUD et le consultant individuel avant le voyage et devra être remboursé.

Par ailleurs, les candidats voudront bien noter que les paiements ne pourront être effectués que sur la base des produits livrés, c'est à dire sur présentation du résultat des services spécifiés dans les TdR et après acceptation du responsable désigné par le PNUD.

Les candidats pourront être invités ou contactés par téléphone à la fin du processus d'évaluation technique. Aucune note ne sera donnée à cet entretien, mais il sera utilisé pour valider les points donnés au cours de l'évaluation technique et permettra de mesurer/évaluer la bonne connaissance du candidat de l'objet des TDR.

Evaluation

Analyse cumulative (Note Pondérée)

Le contrat sera attribué au/à la consultant(e) dont l'offre aura été évaluée et ayant reçu la note la plus élevée sur l'ensemble préétabli des critères pondérés technique et financier spécifiques à cette invitation.

Pondération: la pondération retenue, pour l'évaluation des offres, est la suivante:

- Pourcentage de l'offre technique: 70%;
- Pourcentage de l'offre financière: 30%.

Seuls les candidats ayant obtenu un minimum des 49 points seront pris en considération pour l'évaluation financière. Après vérification de l'adéquation entre les propositions financière et technique, chaque offre financière recevra une note financière (Nf) calculée par comparaison avec la proposition financière la moins disante (Fm) de la manière suivante : $Nf = 30 \times Fm / F$ (F étant le montant de la proposition financière évaluée).

Pour finir, les propositions seront classées en fonction de leurs notes technique (Nt) et financière (Nf) combinées, avec application des pondérations (70% pour la proposition technique ; 30% pour la proposition financière) pour aboutir à une note globale (NG = Nt+Nf).

L'Offre sera adjugée à l'égard de la soumission ayant obtenu la note totale pondérée la plus élevée tout en tenant compte des principes généraux du PNUD (coût et efficacité). Le PNUD ne s'engage en aucun cas à choisir forcément le Consultant offrant le plus bas prix.

Principaux critères de sélection

Eligibilité pour l'évaluation technique (Oui/Non)

- Titulaire de Diplôme universitaire (Masters, DEA, Doctorat) en science juridiques, sciences politiques (ou tout autre diplôme équivalent dans les mêmes disciplines) avec cinq (5) ans d'expérience en gouvernance ou dans l'absence d'un diplôme universitaire de niveau BAC+5, un diplôme de licence avec une expérience avérée dans le domaine de la gouvernance au niveau internationale d'au moins 10 ans avec le PNUD ou une autre organisation internationale équivalente/similaire.

Notation de l'offre technique (70 points)

- Expériences confirmées en matière de gouvernance et renforcement des capacités des institutions nationales en charge des questions de prévention des conflits, consolidation de la paix et des droits humains (10 points) ;
- Expérience confirmée avec les Organisations de la société civile dans la gestion des subventions (micro grants) (10 points) ;
- Connaissance de la situation socio-politique du Togo (10 points) ;
- Expérience confirmée dans le cadre des processus électoraux (10 points) ;
- Niveau de compréhension par le consultant de la mission/Cohérence de la proposition du consultant avec les TDR et du planning de travail (30 points).

La Proposition doit être soumise par e-mail à l'adresse procurement.tg@undp.org ou déposée sous pli fermé au siège du PNUD (40, avenue des Nations Unies, à Lomé). La mention « **Consultant Individuel en Gouvernance** » devra figurer sur le pli déposé ou en objet de l'e-mail envoyé.

Toute demande de clarification doit être adressée par courrier électronique à l'adresse e-mail indiquée ci-dessus.

TERMES DE REFERENCE CONSULTANT INTERNATIONAL GOUVERNANCE

DUREE DU CONTRAT	:	6 mois
LIEU DE LA MISSION	:	Lomé (Togo)
TYPE ET NIVEAU DE CONTRAT	:	Contrat individuel de type engagement Temporaire
DEMARRAGE	:	08 janvier 2015

IV) Contexte et justification

Le Togo a connu une longue période d'instabilité liée, en partie, au processus de dévolution et d'exercice du pouvoir. Il en résulte une crise politique latente, entretenue par la pauvreté, les inégalités sociales, les clivages internes, la faiblesse des institutions et de la citoyenneté. Les leçons tirées des violences ayant accompagné les élections présidentielles de 2005, ainsi que des événements survenus dans d'autres pays de la région, montrent une grande fragilité des institutions et un potentiel de conflits réel. Le dialogue entre les acteurs nationaux a permis la conclusion de plusieurs compromis éphémères, avant la signature de l'Accord politique global (APG), en août 2006. En application de cet accord, des mesures d'apaisement ont été prises et des réformes engagées, ayant permis la tenue d'élections législatives (octobre 2007), jugées libres et transparentes. En outre, un Cadre permanent de dialogue et de concertation a été créé (2009), ainsi qu'une Commission Vérité, justice et réconciliation (CVJR), chargée de faire la lumière sur les violations des droits de l'homme et de promouvoir la réconciliation nationale. A la fin du mandat de la CVJR sanctionné par la remise de quatre volumes de rapports de ses travaux, la charge de la mise en œuvre des recommandations a été confiée au Ministère des Droits de l'Homme. Un Haut-commissariat au Renforcement de l'Unité et de la Réconciliation Nationale (HCRUUN) a été également créé à cet effet. Ces actions traduisent la volonté du Gouvernement et des autres parties prenantes de créer les conditions d'une gouvernance fondée sur le dialogue et la concertation. Le Togo s'apprête à organiser l'élection présidentielle de 2015 dans un contexte politique marqué par l'après CVJR, l'adoption du Livre blanc du Gouvernement sur les recommandations de la CVJR, le renouvellement de la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) et la nouvelle cartographie parlementaire (majorité absolue pour le groupe parlementaire UNIR). Le Livre blanc du Gouvernement sur les recommandations de la CVJR adopté le 3 avril 2014 devrait insuffler une nouvelle dynamique à la mise en œuvre de ces recommandations. L'assistance du PNUD en matière de 'Gouvernance démocratique', composante 1 du Plan d'Action du Programme Pays 2014-2018, s'inscrit dans le cadre de la réponse du Système des Nations

unies aux priorités nationales en la matière. Il se propose de créer un environnement favorable à la réconciliation nationale, de contribuer à la prévention des crises et d'appuyer la consolidation de la culture démocratique. La stratégie du portefeuille gouvernance du PNUD est articulée autour de quatre priorités : - la consolidation de la paix et la promotion des droits de l'homme, le renforcement des capacités de dialogue et le développement d'une stratégie nationale de prévention des crises ; - l'appui à la réconciliation nationale, à travers le processus de justice transitionnelle ; - l'appui au processus électoral ; - le renforcement des institutions démocratiques (parlement). Le projet de consolidation de la paix et de promotion des droits de l'homme constitue le volet 2 de la composante et s'inscrit participe des efforts nationaux en matière de renforcement de l'Etat de droit et de résilience aux crises et conflits. Il vise à conforter les résultats acquis en matière de respect et de promotion des droits de l'homme, de promotion de l'équité en genre notamment pour l'accès équitable des femmes aux responsabilités et la gestion des affaires publiques. Il vise aussi à soutenir la mise en place progressive d'une véritable infrastructure pour la paix en permettant de prévenir et de gérer les conflits de manière pacifique et de pérenniser le processus de réconciliation nationale.

Aussi, la République du Togo organisera au cours du premier trimestre de 2015 des élections présidentielles.

Afin de renforcer l'équipe de l'unité gouvernance démocratique et faire face aux enjeux d'efficacité, le PNUD/Togo se propose de recruter un consultant senior spécialiste en gouvernance.

V) Objectifs de la mission

La mission du consultant consiste à assurer un accompagnement technique de haut niveau dans la mise en œuvre des interventions du PNUD en matière de gouvernance démocratique. De façon spécifique, il s'agit de:

- Fournir des services de conseil et appuis techniques nécessaires sur la mise en œuvre des principales activités et interventions retenues ;
- Suivre la qualité des services et prestations commandés et exécutés pour le compte et en vérifier et attester la qualité des délivrés des consultants ;
- Contribuer à l'atteinte des objectifs fixés ;
- Effectuer toute autre tâche assignée par le superviseur.

VI) Duties and Responsibilities

Sous la supervision directe du Conseiller Paix et Développement, Team Leader de l'unité gouvernance démocratique, le spécialiste en gouvernance travaillera au sein de l'unité Gouvernance démocratique. Il sera chargé des tâches suivantes :

- Contribuer à la formulation du Plan de Travail Annuel (PTA) 2015 et au développement du secteur de la prévention des conflits et la consolidation de la paix pour une infrastructure durable de paix ;
- Poursuivre l'appui à la mise en œuvre opérationnelle des activités du projet d'appui à la consolidation d'une infrastructure durable de paix au Togo et le PTA 2015 ;
- Contribuer au renforcement des capacités des institutions nationales en charge des questions de prévention des conflits, de consolidation de la paix et des droits humains en vue de mettre une infrastructure durable de paix au Togo pour améliorer la gouvernance, la consolidation de l'Etat de droit et la démocratie. Promouvoir l'appropriation nationale ;
- Veiller en renforcement des partenariats avec la partie nationale, les partenaires techniques et financiers, les organisations de la société civile ainsi que tous les acteurs partageant les objectifs du projet ;
- Veiller à ce que les activités du projet contribuent efficacement aux résultats en matière de genre et de promotion des femmes en ligne avec le mandat du PNUD.
- Assurer l'interface avec l'unité des opérations pour la mise en œuvre diligente des activités du projet ;
- Assurer le suivi de la mise en œuvre du volet communication des projets, notamment en ce qui concerne la visibilité et la capitalisation des activités ;
- Contribuer à l'organisation des activités du programme, notamment en matière de formation et de renforcement des capacités;
- Faire des recherches et analyser les expériences pouvant être utiles, dans le cadre de la mise en œuvre des activités ;
- Contribuer à la préparation des rapports ;
- Compte tenu de l'expertise du consultant dans le domaine électoral, apporter un appui technique dans la mise en œuvre du projet d'appui au processus électoral 2015.

Résultats attendus de la mission

L'accompagnement technique de haut niveau attendu du consultant dans la mise en œuvre des activités programmées devra contribuer à délivrer des résultats globalement appréciés par toutes les parties prenantes, conformément au mandat défini dans les présents TDR. Plus spécifiquement :

- Le PTA 2015 est élaboré et mis en œuvre. Au bout de 6 mois, 60 à 70 % des activités programmées en 2015 sont réalisées ;

- Les dix (10) projets des OSC dont les Accords ont été signés en 2014, sont entièrement mis en œuvre et le suivi assuré. Au moins un rapport a été produit par OSC. Les résultats sont capitalisés. Un état d'avancement/niveau d'atteinte des cibles de l'IRRF et des indicateurs est produit ;
- Au moins 60% à 70 de taux d'exécution financière du portefeuille est atteint à la fin des 6 mois d'activités ;
- Les rapports produits par le consultant ont servi à renseigner l'outil de suivi des plans de travail dans les délais et les résultats postés en Atlas ;
- Un rapport de fin de mission rendant compte des activités réalisées et des actions de suivi à poursuivre est produit par le consultant et validé par le superviseur
- Un appui technique est apporté par le consultant dans le cadre du processus électoral 2015 au Togo.